



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

AOO – 20250030001000

**FOURNITURE DE COUCHAGES DE SECURITE
POUR LES HOPITAUX HAINAUT-CAMBRESIS**

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES

Pôle Services – Cellule des marchés publics












Avenue Désandrouin – B.P. 479

59322 VALENCIENNES Cedex

Tél. : 03.27.14.00.42

Mail. : noulette-j@ch-valenciennes.fr

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	AOO – 20250030001000 – FOURNITURE DE COUCHAGES DE SECURITE POUR LES HOPITAUX HAINAUT-CAMBRESIS
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	Marché unique (absence de prestations distinctes)
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée (période initiale)	12 mois
	Reconduction	Avec (3 * 12 mois)
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Type de contrat	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires	5
1.6 - Respect des droits humains et attention à la qualité de vie au travail	6
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Confidentialité	6
4 - Protection des données à caractère personnel	6
5 - Durée et délais d'exécution	7
5.1 - Période initiale	7
5.2 - Reconductions	7
5.3 - Délais d'exécution	7
6 - Prix	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix	7
6.3 - Promotions et tarifs préférentiels	8
7 - Garanties financières	9
8 - Avance	9
9 - Modalités de règlement des comptes	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement	9
9.3 - Délai global de paiement	10
10 - Conditions d'exécution des prestations	11
10.1 - Caractéristiques techniques des fournitures susceptibles d'être commandées	11
10.2 - Constatation de l'exécution des prestations	12
11 - Clauses environnementales	12
11.1 - Actions en faveur du réemploi, de la réutilisation et du recyclage	12
11.2 - Prévention de la production des déchets et valorisation des déchets	13
12 - Garantie	13
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	13
14 - Pénalités	13
15 - Assurances	14
16 - Clause de réexamen	14
16.1 - Adhésion d'un nouvel établissement	14
16.2 - Imprévision ou circonstances imprévues	15
16.2.1 - Obligation d'information	15
16.2.2 - Modalités de poursuite du marché	15
16.2.3 - Suspension du marché	15
16.2.4 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché	16
16.2.5 - Prolongation du marché	16
16.3 - Evolutions technologiques et réglementaires	16
16.4 - Compléments de gamme	17
16.5 - Changement de référence sur une ligne du bordereau des prix unitaires (BPU)	18
16.6 - En cas de produit de substitution	18
17 - Résiliation du contrat	18
17.1 - Conditions de résiliation du marché	18
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	19
18 - Règlement des litiges et langues	19
19 - Dérogations	19

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

AOO – 20250030001000 – FOURNITURE DE COUCHAGES DE SECURITE POUR LES HOPITAUX HAINAUT-CAMBRESIS

Le Centre hospitalier de Valenciennes, en sa qualité d'établissement support des hôpitaux Hainaut-Cambrésis, agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Etablissements bénéficiaires :

- Centre hospitalier de Felleries-Liessies :

Le Centre hospitalier de Felleries-Liessies est en direction commune avec le Centre hospitalier de Maubeuge. Les deux établissements sont séparés de 23 kilomètres. Labellisé hôpital de proximité, il dispose de 314 lits et places, majoritairement en soins médicaux et de réadaptation (SMR) : locomoteurs, neurologiques, addictologiques, nutritionnels, gériatriques et polyvalents. Il prend également en charge les patients cérébrolésés et dispose d'une maison d'accueil spécialisée (MAS) de 60 lits. Il emploie 469 professionnels. En 2019, le Centre hospitalier de Felleries-Liessies a réalisé 86 000 journées d'hospitalisation et 41 000 consultations.

- Centre hospitalier d'Hautmont :

Le Centre hospitalier d'Hautmont dispose de 221 lits et places et propose une offre en soins médicaux et de réadaptation (SMR) et de consultations de gériatrie (mémoire, psychologie et oncogériatrie, etc.). Il dispose également d'un EHPAD de 135 lits et d'une USLD, ainsi que d'un service de soins infirmiers à domicile (SSIAD). Le Centre hospitalier d'Hautmont emploie 200 professionnels.

- Centre hospitalier de Le Quesnoy :

D'une capacité d'accueil de 756 lits et places d'hospitalisation, d'hébergement et de prise en charge à domicile et employant plus de 750 professionnels sur ses différents sites, le Centre hospitalier de Le Quesnoy (CHLQ) assure une partie de la prise en charge sanitaire et médico-sociale de la population des territoires de Le Quesnoy, de Bavay, de Landrecies (communes du Pays de Mormal) ainsi que ceux de Caudry et de Solesmes. Il dispose de services de médecine polyvalente et gériatrique, de services de soins médicaux et de réadaptation (polyvalents, gériatriques dont l'unité cognitivo-comportementale, réadaptation fonctionnelle, réadaptation respiratoires), en hospitalisation complète ou partielle. Un service de soins non programmés, un plateau d'imagerie (scanner, mammographie, échographie, radiologie) et un service de consultations spécialisées complètent cette offre sanitaire. Une importante offre médico-sociale complète la filière gériatrique : unité de soins de longue durée, quatre EHPAD rattachés et un EHPAD en direction commune, des services autonomie à domicile (SAD) dont une ESAD et une ESPRAD, des accueils de jour, une plateforme de répit des aidants et un centre local d'information et de coordination.

- Centre hospitalier de Maubeuge :

Le Centre hospitalier de Maubeuge est l'établissement de santé pivot du territoire de la Sambre-Avesnois, couvrant un bassin de 250 000 habitants. En tant qu'acteur majeur des soins de proximité, il occupe une place essentielle dans l'offre de soins locale. Fin 2021, le Centre hospitalier de Maubeuge a pris place dans une nouvelle infrastructure moderne à Maubeuge. L'hôpital offre une gamme complète de soins, notamment dans les domaines de la MCO, avec une dizaine de spécialités médicales, des soins critiques, des établissements maternité de niveau 2B et un service d'urgence pour adultes et enfants. Au total, il compte 485 lits et places et propose de nombreux dispositifs mobiles complémentaires. Il assure des activités multisites et pluridisciplinaires, notamment dans le domaine de la santé mentale, avec un centre de psychothérapie ainsi que plusieurs CMP et CATTP répartis sur le territoire. Le Centre hospitalier de Maubeuge gère également un cabinet dentaire, l'EHPAD de la maison du Moulin, ainsi que le Centre d'action médico-sociale précoce (CAMSP) d'Aulnoye-Aymeries.

- Centre hospitalier de Saint-Amand-les-Eaux :

Labellisé hôpital de proximité en 2021, le Centre hospitalier de Saint-Amand-les-Eaux est l'hôpital qui dessert principalement le bassin de vie de l'Amandinois. Doté d'un budget de 55 millions d'euros, il emploie 800 professionnels et comprend 226 lits et places d'hospitalisation en médecine, gériatrie, psychiatrie, addictologie, soins médicaux et de réadaptation polyvalents, neurologiques, nutritionnels et onco-hématologiques. Il dispose également d'un secteur médico-social constitué de 363 lits répartis sur deux EHPAD et d'une résidence autonomie de 24 places. En 2023, le Centre hospitalier de Saint-Amand-les-Eaux a réalisé environ 22 000 consultations.

- Centre hospitalier de Valenciennes :

Fort d'un collectif de plus de 5 500 professionnels investis, le Centre hospitalier de Valenciennes est l'établissement de recours et de référence du Hainaut-Cambrésis à tous les âges de la vie. Troisième établissement public de santé des Hauts-de-France après les deux Centres hospitaliers universitaires (CHU) que compte la région, il est l'établissement support des Hôpitaux Hainaut-Cambrésis. Le Centre hospitalier de Valenciennes a réalisé en 2022 plus de 108 000 passages aux urgences adultes et pédiatriques, 3 200 accouchements, près de 463 000 passages en consultations, 40 000 interventions chirurgicales et 135 000 admissions.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots (absence de prestations distinctes).

1.3 - Type de contrat

Il s'agit d'un accord-cadre sans montant minimum mais avec un montant maximum, qui est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Montant maximum : 56 000,00 € H.T. par période d'exécution.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par chaque établissement bénéficiaire au fur et à mesure de ses besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des fournitures à livrer ;
- Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des fournitures ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler ses observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de chaque établissement bénéficiaire peuvent être honorés par le titulaire.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur peut confier au titulaire, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché peut être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.6 - Respect des droits humains et attention à la qualité de vie au travail

Le pouvoir adjudicateur rappelle que le titulaire veille au respect des droits humains et aux obligations qui en découlent et favorise la qualité de vie au travail. Par conséquent, le titulaire respecte le code du travail du pays où il se trouve et les règles internationales fixées par le Bureau international du travail (BIT) relatives à son secteur d'activité.

De plus, le titulaire met en œuvre les actions correctrices, les améliorations ou les actions préventives visant à remédier aux atteintes et aux risques d'atteinte aux droits humains au travail identifiés durant l'exécution du marché. Ces actions visent les activités des entreprises et de leur chaîne de fournisseurs et sous-traitants.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) » ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse technique ;
- Les fiches techniques des dispositifs proposés.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

Le fait de répondre au marché suppose l'acceptation sans aucune réserve des exigences définies dans les pièces contractuelles, de la part du titulaire.

Les conditions générales de vente (CGV) du titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne sont pas applicables et sont d'office exclues du marché sans qu'il ne soit nécessaire pour le pouvoir adjudicateur de prendre une décision spécifique en ce sens.

3 - Confidentialité

Le marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire peut donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Période initiale

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de sa date de notification au titulaire.

5.2 - Reconductions

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du marché, toutes périodes confondues, est de 4 ans. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Au plus tôt, de manière anticipée :

Dans le cas où le montant maximum serait atteint avant le terme de la période considérée (la période initiale ou l'une des trois périodes de reconduction), le pouvoir adjudicateur informe par écrit le titulaire de la reconduction anticipée du marché. La durée maximale du marché sera ainsi réduite au prorata des mois anticipés.

La reconduction anticipée est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction anticipée.

5.3 - Délais d'exécution

Les délais de livraison sur lesquels s'engage le titulaire sont indiqués dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) ».

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les fournitures sont réglées par application de prix unitaires, selon les stipulations de l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) ».

Les prix unitaires s'entendent franco de port et comprennent également le coût des emballages.

Ceux-ci doivent également intégrer les réparations mineures ne nécessitant pas un retrait du couchage de sécurité (par exemple : boutons de maintien pelvien, boucles de bas de fermeture éclair pour les sangles...).

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont révisables. Ceux-ci peuvent être modifiés, pour tenir compte des variations économiques.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel est survenue la remise de l'offre (date d'établissement des prix initiaux) ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement, à la date anniversaire du marché (correspondant à la date de notification), par application de la formule suivante :

$$P1 = P0 * (0.30 + 0.70 * IM1/IM0)$$

Selon les dispositions suivantes :

- P0 : Prix de référence au « mois zéro » (prix initial ou prix résultant de la dernière révision) ;
- P1 : Nouveau prix révisé ;
- IM1 : Dernier indice connu au jour de la révision ;
- IM0 : Valeur de l'indice du mois de référence (« mois zéro » ou mois de la dernière révision).

L'index de référence est le suivant :

Code	Libellé
IM	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 13.20 – Tissus pour habillement, maison (coton et synthétique) Lien : https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010763763

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale arrondie au millième supérieur.

Le mois « zéro » retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Il est à noter que les tarifs doivent rester fermes durant la première année d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à chaque changement de tarifs à communiquer ses nouveaux prix accompagnés d'un justificatif (tarif fabricant certifié conforme, indices...) et à maintenir l'application des remises consenties dans l'offre initiale.

Le titulaire est tenu de transmettre ses tarifs successifs (sur support informatique Excel) à la cellule des marchés publics du Centre hospitalier de Valenciennes, par voie postale ou par courriel électronique, avec un préavis de deux mois avant la date effective d'entrée en vigueur.

Chaque nouveau tarif accepté par le pouvoir adjudicateur sera considéré comme tarif contractuel de référence. La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par le pouvoir adjudicateur prononcée dans le délai maximum d'un mois à compter de leur date de réception. Le titulaire en est informé par courrier transmis de façon dématérialisé permettant une traçabilité.

Clause limitative dite « de sauvegarde » : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 5,0 % par an.

6.3 - Promotions et tarifs préférentiels

Les fournitures faisant l'objet du marché peuvent, à tout moment, donner lieu à des offres de prix promotionnels à l'initiative du titulaire dans les conditions définies ci-après.

Une offre de prix promotionnelle peut prendre la forme suivante :

- Diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes des fournitures ;
- Augmentation des différent(e)s remises / rabais ;
- Toute proposition du titulaire permettant d'accroître la performance économique du marché (exemples : ventes par lot, réduction exceptionnelle, déstockage...) ;
- Combinaison d'un ou plusieurs points ci-dessus.

Le titulaire adresse l'offre de prix promotionnels par voie dématérialisée au pouvoir adjudicateur. Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des fournitures concernées.

7 - Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Sans objet.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le règlement est effectué après service fait, sur la base du bon de commande correspondant.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication du code d'identification du service chargé du paiement ;
- L'UF et le numéro du pôle concerné par la facture ;
- La date de livraison des fournitures / d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des fournitures livrées / prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des fournitures livrées / prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

<u>CH Felleries-Liessies</u> > SIRET : 265 906 842 00017 > Code service : À demander à l'établissement > N° d'eng. juridique : 20250030001000	<u>CH Hautmont</u> > SIRET : 265 906 883 00011 > Code service : À demander à l'établissement > N° d'eng. juridique : 20250030001000	<u>CH Le Quesnoy</u> > SIRET : 265 906 933 00121 > Code service : À demander à l'établissement > N° d'eng. juridique : 20250030001000	<u>EHPAD Dronsart</u> > SIRET : 265 907 154 00040 > Code service : À demander à l'établissement > N° d'eng. juridique : 20250030001000
<u>CH Maubeuge</u> > SIRET : 265 906 958 00342 > Code service : À demander à l'établissement > N° d'eng. juridique : 20250030001000	<u>CH Saint-Amand-les-Eaux</u> > SIRET : 265 906 974 00018 > Code service : À demander à l'établissement > N° d'eng. juridique : 20250030001000	<u>CH Valenciennes</u> > SIRET : 265 906 735 00013 > Code service : À demander à l'établissement > N° d'eng. juridique : 20250030001000	<u>Résidence du Pays de Mormal</u> > SIRET : 265 907 337 00025 > Code service : À demander à l'établissement > N° d'eng. juridique : 20250030001000

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire sont payées sur le budget propre de chaque établissement bénéficiaire, par mandat administratif, dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Changement de taxes :

Il sera tenu compte au titulaire ou au pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché.

Nantissement :

Le titulaire peut donner son contrat en nantissement. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur est habilité à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur l'acte d'engagement (AE) du marché à nantir (conformément à l'article L. 2191-8 du code de la commande publique) ou à fournir un certificat de cessibilité de créance (NOTI 6).

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectue dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Les modalités pratiques encadrant la réalisation des livraisons sont à définir entre le titulaire et chaque établissement bénéficiaire, postérieurement à la notification du marché.

Chaque commande livrée fait l'objet d'un bordereau de livraison détaillé.

10.1 - Caractéristiques techniques des fournitures susceptibles d'être commandées

Concernant le dispositif médical :

Le couchage de sécurité est un dispositif médical : les produits proposés doivent impérativement être conformes aux règlements et normes en vigueur, notamment le marquage CE.

Le couchage de sécurité a pour objectif de prévenir les chutes nocturnes et d'empêcher la dégradation des dispositifs de perfusion ou protections urinaires ainsi que la déambulation excessive. Celui-ci doit également garantir le confort et la liberté de mouvements du patient, tout en lui permettant de s'apaiser.

Les produits proposés doivent disposer :

- D'un dispositif de maintien pelvien ;
- De sangles latérales pour garantir le maintien du drap sur le matelas ;
- D'ouvertures pour pose de sondes ou de perfusions.

Les couchages de sécurité doivent pouvoir s'adapter sur un matelas de dimensions standards 200x90cm.

Les couchages de sécurité doivent être proposés en au moins trois tailles adulte pour s'adapter à la morphologie du patient.

Les couchages de sécurité doivent être lavables et lessivables facilement.

Afin de garantir la traçabilité des couchages de sécurité, le numéro du lot de fabrication doit être apposé sur ces derniers.

Le prix de base de chaque dispositif médical inclut les réparations mineures ne nécessitant pas un retrait du couchage de sécurité (par exemple : boutons de maintien pelvien, boucles de bas de fermeture éclair pour les sangles...).

Concernant la formation :

Afin de former le personnel soignant aux règles de sécurité spécifiques à l'utilisation du dispositif médical, le titulaire doit réaliser des formations à l'utilisation du couchage de sécurité.

Il est demandé au titulaire d'organiser une formation sur la sensibilisation au bon fonctionnement du dispositif médical au sein de chaque établissement suite à la mise en place du nouveau dispositif (environ 10 personnes / établissement), ainsi que des formations à la demande (environ 4 / an) dans chaque établissement bénéficiaire, pour toute première utilisation du couchage de sécurité. Cette formation doit être effectuée sur place et intervenir dans les deux mois qui suivent la notification du marché pour former par exemple les nouveaux arrivants ou les référents contention.

La formation proposée est décrite dans l'offre du titulaire (durée, principaux points abordés, documentation et supports distribués au service concerné).

10.2 - Constatation de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison des fournitures, conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

En pratique, si la marchandise livrée présente un défaut de qualité (mauvais état du dispositif et/ou de l'emballage), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en demeure le titulaire de reprendre la marchandise non conforme et de procéder à son remplacement dans les délais impartis.

Cette mesure est cumuleable avec la pénalité correspondante, fixée à l'article 14 du présent cahier des clauses particulières (CCP).

11 - Clauses environnementales

Le marché comporte des obligations environnementales régies par les dispositions de l'article 16.2 du CCAG-FCS.

11.1 - Actions en faveur du réemploi, de la réutilisation et du recyclage

Pour l'application du présent article, on entend par :

- Réemploi : Toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus.
- Réutilisation : Toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau.
- Recyclage : Toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Les opérations de valorisation énergétique des déchets, celles relatives à la conversion des déchets en combustible et les opérations de remblayage ne peuvent pas être qualifiées d'opérations de recyclage.

Afin de limiter le gaspillage et favoriser l'économie circulaire, le titulaire contribue au respect des proportions minimales d'achat de biens issus de l'économie circulaire fixées dans le décret n°2021-254 du 9 mars 2021 pris en application de l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 dite "AGEC". Cette obligation s'applique aux produits décrits en annexe du décret. Les taux indiqués dans cette annexe constituent des seuils minimums qui peuvent être dépassés.

11.2 - Prévention de la production des déchets et valorisation des déchets

Pour l'application du présent article, on entend par :

- Déchet : Toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire ;
- Producteur de déchets : Toute personne dont l'activité produit des déchets (producteur initial de déchets) ou toute personne qui effectue des opérations de traitement des déchets conduisant à un changement de la nature ou de la composition de ces déchets (producteur subséquent de déchets) ;
- Valorisation : Toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été utilisés à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets.

La gestion des déchets générés par l'exécution des prestations est effectuée conformément aux dispositions de l'article 20.4 al. 1 et 2 du CCAG-FCS.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire s'engage, en concertation avec le pouvoir adjudicateur, à mettre en œuvre des actions de prévention et de valorisation des déchets, notamment à favoriser le recyclage, la réutilisation et le réemploi.

Il est demandé au titulaire d'assurer la reprise et le traitement raisonné des déchets produits lors de l'exécution des prestations de manière à réduire les incidences sur l'environnement.

12 - Garantie

Les fournitures font l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

Concernant le dispositif médical :

Non-respect du délai de livraison	Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvré de retard, une pénalité fixée forfaitairement à 15,00 € (pendant 7 jours), puis à 50,00 € au-delà.
Défaut de qualité	Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, si la marchandise livrée présente un défaut de qualité (mauvais état du dispositif et/ou de l'emballage), le titulaire encourt, par jour ouvré de retard, une pénalité fixée forfaitairement à 50,00 €.

Concernant la formation :

Absence de réponse aux sollicitations d'un établissement ayant un besoin de formation pour son personnel	Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas d'absence de réponse aux sollicitations d'un établissement ayant un besoin de formation pour son personnel, le titulaire encourt une pénalité fixée forfaitairement à 500,00 € par manquement constaté.
--	---

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

À compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas énumérés ci-après.

16.1 - Adhésion d'un nouvel établissement

Le pouvoir adjudicateur peut modifier le marché en ajoutant des prestations supplémentaires dans les conditions des articles R. 2194-2 à R. 2194-4 du code de la commande publique.

Selon l'article L-6. 4° du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut modifier unilatéralement le marché dans les conditions prévues par le code de la commande publique, sans en bouleverser l'équilibre. Le cocontractant n'a pas droit à une indemnisation.

Le Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support des hôpitaux Hainaut-Cambrésis, agit en tant que pouvoir adjudicateur du groupement. Celui-ci comprend 10 établissements (Centres Hospitaliers de Valenciennes, Saint-Amand-les-Eaux, Denain, Le Quesnoy, Maubeuge, Hautmont, Jeumont, Avesnes-sur-Helpe, Fourmies, Felleries-Liessies).

Les établissements ne faisant pas partie du groupement de commande du marché mais appartenant aux hôpitaux Hainaut-Cambrésis, sont susceptibles de bénéficier du marché. Le pouvoir adjudicateur, le Centre hospitalier de Valenciennes, en qualité d'établissement support des hôpitaux Hainaut-Cambrésis, informe le titulaire de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins trois semaines avant le début d'exécution souhaité du marché du nouvel établissement adhérent.

La mise en œuvre de la présente clause de réexamen fait l'objet d'un avenant qui précise la date de début d'exécution du marché pour le nouvel établissement concerné avec le titulaire, les produits ou services concernés avec quantités prévisionnelles et les conditions de livraison.

À l'inverse, les établissements faisant partie du groupement de commande, soit dès le lancement de la procédure, soit par le biais de la clause de réexamen ci-dessus, ont la possibilité de sortir du groupement.

Cette clause peut être mise en œuvre par le biais d'une décision unilatérale notifiée au titulaire qui fixe la date effective de sortie.

La sortie d'un établissement du groupement hospitalier de territoire ne donne droit à aucune compensation financière, tout comme elle n'entraîne pas la résiliation du marché. Le nombre minimal d'établissements présents ne peut être inférieur à un.

Les bons de commande émis avant la notification de ce retrait doivent être exécutés dans les conditions habituelles du marché.

Le marché peut être transféré, par avenant, à un membre des hôpitaux Hainaut-Cambrésis bénéficiant du contrat, qui devient alors pouvoir adjudicateur, en lieu et place du Centre hospitalier de Valenciennes.

16.2 - Imprévision ou circonstances imprévues

16.2.1 - Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution qui ne pouvait être prévu au moment de la conclusion du marché de par sa nature ou son ampleur, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

16.2.2 - Modalités de poursuite du marché

Les parties peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du marché strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

16.2.3 - Suspension du marché

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de l'évènement imprévisible, le pouvoir adjudicateur peut décider de suspendre l'exécution du marché sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, avec un autre fournisseur, peut être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement sont définies par avenant à la fin de la période de crise.

16.2.4 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché

Le titulaire peut formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché. À ce titre, il doit produire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché, du fait de la poursuite de l'exécution du marché, dans les conditions de l'offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

Il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analyse le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prend la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié. La durée de la modification est précisée dans chaque avenant.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliquent de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le pouvoir adjudicateur ;
- Le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

16.2.5 - Prolongation du marché

Si le marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il peut être prolongé par voie d'avenant, au-delà de la durée du marché prévue dans le présent cahier des clauses particulières (CCP), lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois.

16.3 - Evolutions technologiques et réglementaires

Les parties peuvent faire évoluer le contenu des prestations proposées en vue de les remplacer ou de les compléter par des prestations de performances équivalentes ou supérieures à celles proposées initialement.

Ainsi, en cas d'évolution technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet du marché par des prestations jugées au moins équivalentes, plus performantes ou plus adaptées aux besoins, et si possible sans supplément de prix.

Aux termes du présent article, « évolution technologique » et « changement de technique » incluent les nouvelles méthodes ou nouveaux outils similaires ou substituables à ceux définis dans le marché et dans l'offre.

Au sens du présent article, « modification de la réglementation » signifie un changement de normes et de réglementation désignant toute création, modification ou abrogation d'un texte de nature législative, réglementaire (en ce compris doctrine de l'administration fiscale au sens de l'article L80 A du Livre des procédures fiscales) ou jurisprudentielle nationale et européenne, y compris en matière fiscale et comptable, tout changement d'interprétation des administrations compétentes ou, toute modification de norme ayant une incidence sur le marché, incluant toute norme ou décision adoptée par l'État ou toute collectivité publique, ou toute norme ou décision applicable de l'Union européenne entrée en vigueur après la notification du marché.

Dès lors, lorsqu'une proposition d'évolution des prestations faisant l'objet du marché est à l'initiative du titulaire, celui-ci fournit au pouvoir adjudicateur un dossier permettant d'apprécier, d'une part, les performances techniques et les impacts financiers, d'autre part la conformité à l'objet initial du marché. Ce dossier est transmis au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Le dossier fourni par le titulaire à l'appui de sa demande comprend :

- Les références et caractéristiques des prestations qu'il souhaite remplacer, modifier ou compléter ;
- Les références et caractéristiques des prestations nouvelles ;
- Les motifs de la demande (innovation technologique, changement de technique, modification de la réglementation...) ;
- Un tableau comparatif précisant en quoi les prestations nouvelles sont au moins équivalentes, plus performantes ou plus adaptées aux besoins que les prestations actuelles ;
- Le prix fixé pour la nouvelle prestation, lequel ne peut excéder le barème des prix unitaires du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle (« prix publics »).

Le présent article peut être également mis en œuvre à la demande du pouvoir adjudicateur, à la suite de demandes particulières des bénéficiaires pris dans leur diversité.

Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier si une augmentation de prix est justifiée au regard des modifications proposées.

S'il y a refus du pouvoir adjudicateur de modifier les prestations faisant l'objet du marché, si le titulaire n'est plus en mesure de fournir des prestations conformes, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

Les prestations citées *supra* et toute autre prestation en lien avec l'objet du marché et dont les besoins par les bénéficiaires sont avérés, peuvent aussi être ajoutées au marché dans les conditions exposées ci-dessus.

Lorsqu'une demande de modification est à l'initiative du pouvoir adjudicateur, celle-ci fait l'objet d'une présentation au titulaire. Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire la demande d'évolution à l'initiative du pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve le droit de résilier le marché pour faute, dans les conditions définies par le CCAG applicable au marché.

L'ensemble des modifications évoquées au présent article est formalisé par avenant ne pouvant donner lieu à une augmentation de plus de 20 % du maximum prévu au marché.

16.4 - Compléments de gamme

En cours d'exécution du marché, le titulaire peut proposer au pouvoir adjudicateur des compléments à sa gamme de produits à la condition :

- Que le produit proposé réponde aux spécifications techniques du présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Que le produit proposé ne soit pas susceptible d'entrer en concurrence d'un autre lot, le cas échéant ;
- Que l'intégration du nouveau produit ne soit pas susceptible de bouleverser les conditions initiales de mise en concurrence.

Ces ajouts n'auront pas d'incidence sur le volume maximum du marché.

Ces compléments de gamme doivent faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

16.5 - Changement de référence sur une ligne du bordereau des prix unitaires (BPU)

En cas de modification d'une référence liée à un changement de code du produit, en cas de substitution de référence ou en cas d'évolution du produit lié à un changement de conditionnement ou d'emballage, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur et transmettre la fiche technique de la nouvelle référence.

Après vérification du pouvoir adjudicateur que la nouvelle référence ne modifie pas les caractéristiques techniques principales du produit et que le changement n'a pas d'impact sur le prix, un certificat administratif est établi par le pouvoir adjudicateur.

16.6 - En cas de produit de substitution

En cas de rupture d'approvisionnement d'un produit du marché et quelle qu'en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture de stocks, évolution de la réglementation, contingentement), le titulaire en informe par écrit le pouvoir adjudicateur sans délai en indiquant les motifs de la rupture d'approvisionnement et la durée prévisionnelle de rupture.

Le pouvoir adjudicateur accepte la présentation d'un produit de substitution pour palier à cette rupture, à la condition que cette rupture relève d'un événement extérieur au marché que le titulaire ne pouvait raisonnablement pas prévoir au moment du dépôt de son offre.

Le titulaire propose alors un produit de substitution, accompagné de la fiche technique du produit. Le produit de substitution doit respecter les mêmes caractéristiques techniques que les produits retenus initialement dans le marché. Le prix du produit de remplacement palliant la rupture d'approvisionnement ne peut être supérieur au prix du produit initialement retenu.

Après vérification du pouvoir adjudicateur que le produit de substitution ne modifie pas les caractéristiques techniques principales du produit, un avenant est établi par le pouvoir adjudicateur.

À l'inverse, si le pouvoir adjudicateur n'a pas donné son accord préalable à la réception d'un produit de substitution, celui-ci pour refuser la marchandise et sera repris aux frais du titulaire.

Dans le cas où aucun produit de substitution ne peut être proposé, il pourra être fait application de l'article 45 du CCAG-FCS relatif à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne perçoit aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 14 du CCP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS.